

Les Marocains sont-ils réellement bien intégrés en Espagne ?

DNC à Madrid : Mohamed Boundi

AL BAYANE 30/8/2011

Une étude réalisée par l'Institut Metroscopia pour le compte des ministères espagnols de l'Intérieur, de la Justice et du Travail et l'Immigration indique que les musulmans en Espagne jugent «positivement» le comportement de la société à leur égard, et se déclarent satisfaits de l'action des institutions et du système politique espagnols.

L'étude, présentée sous forme de sondage d'opinion a pour objectif de connaître le degré d'intégration et d'adaptation de la communauté musulmane en Espagne pour permettre d'adopter les politiques adéquates à l'égard de ce collectif. C'est la raison pour laquelle, les médias et les sites web des trois ministères espagnols et de la présidence du gouvernement espagnol ont diffusé un résumé identique pour mettre en valeur les principales variables et résultats de ce sondage sur les musulmans en 2010.

Que dit ce sondage ?

D'entrée, l'étude retient que la majorité des

immigrés musulmans en Espagne se considère bien adaptée au style de vie et aux traditions des espagnols et ne rencontre aucun obstacle dans la pratique de leur religion. En détail, sur une échelle des valeurs de 10 points sur 10, le collectif musulman accorde une note supérieure de 7,2 points aux ONG et au Roi d'Espagne, 6,7% à ses leaders, 6,1% à la police, 6 points à l'Union Européenne, 5,8 points à Ligue des Etats Arabes, 5,7 points aux dirigeants du monde arabe et 5,5 points à l'ONU.

S'agissant des conditions de vie, 83% des musulmans interrogés considèrent qu'ils se sont bien adaptés aux us et coutumes des espagnols alors que 73% affirment que la société espagnole «traite bien» les immigrés. C'est la raison pour laquelle 67% déclarent être «satisfaits» de leur séjour dans ce pays. Pour appuyer cette sensation de satisfaction, le sondage révèle que seuls 15% des immigrés musulmans affirment entretenir des relations exclusives avec des immigrés de la même confession et 10% avec leurs compatriotes. Autre aspect de leur intégration sociale est corroboré par leur capacité de com-

muniquer correctement en espagnol. Certains parmi eux, qui résident en Catalogne et dans la Communauté valencienne, dominent aussi le catalan et le valencien.

Les résultats du sondage signalent également que 75% des personnes interviewées considèrent qu'en Espagne, musulmans et chrétiens s'efforcent à s'entendre et à se respecter mutuellement face à 7% seulement qui pensent le contraire. Dans le même ordre d'idées, 82% admettent qu'aucune religion n'est supérieure à l'autre et que pour 80% les non croyants méritent d'avoir droit à la « même valeur et la même dignité » dont jouissent les croyants. C'est pour cela, 80% parmi eux défendent un modèle d'Etat neutre qui n'accorde de traitement de faveur à nulle religion au détriment de l'autre. De ce fait, 10% seulement des immigrés musulmans déclarent avoir rencontré des difficultés en Espagne pour pratiquer leur religion, face à 86% qui n'ont eu aucun problème de le faire sur ce plan.

(Suite en P.2)

Les Marocains sont-ils réellement bien intégrés en Espagne ?

(Suite de la page 1)

Appréciation générale

La lecture des résultats de ce sondage invite à apporter certaines observations en rapport avec la détermination de l'échantillon des personnes interviewées, la période de la réalisation de ce sondage et les nationalités des immigrés musulmans concernés. Compte-tenu des données démographiques relatives au collectif musulman et aux statistiques officielles diffusées par l'Institut Espagnol de la Statistique (INE), les marocains représentent près de 87% de l'ensemble des immigrés musulmans. Le sondage serait, en réalité, une étude sur le collectif marocain et non sur le collectif musulman dans sa globalité.

De ce fait, toutes les données apportées concernent de prime abord ce collectif. Sans la détermination de la base statistique, il serait difficile d'admettre les résultats de ce sondage comme étant des données fiables. Enfin, la note présentée dans les pages web de la présidence du gouvernement et des trois ministères commanditaires de l'étude, ne mentionnent ni les dates, ni la durée de la réalisation du sondage, non plus la composition de l'échantillon.

Théoriquement, parmi les critères retenus pour mesurer le degré d'intégration (ou d'adaptation) de l'immigré dans son pays d'accueil, ils ont mentionné la maîtrise de la langue, l'acceptation des normes et lois en place, le respect de l'ordre public, des traditions, et, l'adhésion à la doctrine générale de solidarité. Pour les sociologues, d'autres conditions sont à prendre en considération pour évaluer le degré de l'intégration dans la société d'accueil, qui sont en fait indispensables.

Il s'agit de la facilité d'accès pour l'immigré au marché du travail et à un habitat salubre, et à l'élimination de tout type de discrimination. Ce sont objectivement les droits auxquels l'immigré aspire.

Que disent les experts ?

Dans un exercice critique, deux experts marocains, El Hassan Arabi, docteur en études hispaniques et président de l'Association Solidaire pour l'Intégration Socioprofessionnelle de l'Immigré (ASISI, Madrid) et Mohamed Lemrini, docteur en Communication

Audiovisuelle et professeur à l'Université Européenne de Madrid, analysent pour Albayane ce sondage.

Pour Arabi, le baromètre de la communauté musulmane résidant en Espagne ne reflète pas la réalité sur le terrain. «Les résultats sont trop optimistes et parfois exagérés», soutient-il, affirmant qu'il «n'est guère surprenant qu'un baromètre du ministère de l'intérieur promette des choses positives pour la société». Le sondage «n'est qu'une pure propagande de la part de ce département et du gouvernement espagnol face à l'opinion publique pour démontrer que les efforts qui sont déployés de la part de l'administration ont donné leur fruit».

Selon Arabi, qui est également écrivain et poète, «il faut être conscient du fait que ce baromètre est destiné uniquement aux organisations internationales telles l'ONU, le Conseil Européen et celles de défense des droits de l'homme».

Seulement, observe-t-il, pour ces institutions «l'administration espagnole n'est pas compétente pour leur dire la vérité» de peur de générer une mauvaise image à l'extérieur. «Je pense que ce baromètre et les données apportées ne reflètent pas fidèlement la réalité parce qu'il reste beaucoup à faire en ce qui concerne les musulmans

en Espagne et leur degré d'intégrité».

Pour Lemrini, «comme immigrés musulmans installés en Espagne, nous apprécions positivement la société espagnole, ses institutions et son système politique parce qu'il est normal qu'elle soit mûre, civilisée et libre».

D'autant plus, «il est normal et aussi logique que nous respectons ses institutions» et «évaluons positivement les ONG et le roi». Toutefois, estime le professeur marocain, qui est également journaliste et directeur d'une publication académique, «la haute note attribuée à la Ligue Arabe et aux dirigeants arabes n'est pas conforme à la réalité. Compte-tenu des mouvements de protestation qui ont accompagné le «printemps arabe», «ceux-ci ne sont pas dignes de cette notation».

De même, «je ne comprends pas non plus ce haut degré d'intégration auquel se réfère l'étude quand nos compatriotes, à l'exception d'une minorité privilégiée, ne sont pas intégrés dans la société qui les accueille, sinon il suffit de le demander aux musulmans résidents de Salt (Gironne - Catalogne) dont des membres du groupe d'extrême droite et xénophobe Plataforma Per Catalunya leur font la vie impossible».

Mohamed Boundi